



Assemblée générale

Distr. générale
18 décembre 2013

Soixante-huitième session
Point 110 de l'ordre du jour

Résolution adoptée par l'Assemblée générale le 16 décembre 2013

[sur la base du rapport de la Sixième Commission (A/68/471)]

68/119. Mesures visant à éliminer le terrorisme international

L'Assemblée générale,

Guidée par les buts et les principes énoncés dans la Charte des Nations Unies,

Réaffirmant, sous tous ses aspects, la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies adoptée le 8 septembre 2006¹, qui renforce le cadre général de l'action menée par la communauté internationale pour combattre efficacement le fléau du terrorisme sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations, et rappelant les premier, deuxième et troisième examens biennaux de la Stratégie menés respectivement les 4 et 5 septembre 2008, le 8 septembre 2010, et les 28 et 29 juin 2012, et les débats auxquels ils ont donné lieu²,

Rappelant ses résolutions [62/272](#) du 5 septembre 2008, [64/297](#) du 8 septembre 2010 et [66/282](#) du 29 juin 2012,

Rappelant également sa résolution [66/10](#) du 18 novembre 2011,

Rappelant en outre la Déclaration du cinquantième anniversaire de l'Organisation des Nations Unies³,

Rappelant la Déclaration du Millénaire⁴,

Rappelant également le Document final du Sommet mondial de 2005⁵, dont elle réaffirme en particulier la section consacrée au terrorisme,

Rappelant en outre la Déclaration sur les mesures visant à éliminer le terrorisme international figurant en annexe à sa résolution [49/60](#) du 9 décembre 1994 et la Déclaration complétant la Déclaration de 1994 sur les mesures visant à éliminer le terrorisme international figurant en annexe à sa résolution [51/210](#) du 17 décembre 1996,

¹ Résolution [60/288](#).

² Voir [A/62/PV.117](#) à [120](#), [A/64/PV.116](#) et [117](#) et [A/66/PV.118](#) à [120](#).

³ Résolution [50/6](#).

⁴ Résolution [55/2](#).

⁵ Résolution [60/1](#).



Rappelant toutes ses résolutions sur les mesures visant à éliminer le terrorisme international et les résolutions du Conseil de sécurité concernant les menaces contre la paix et la sécurité internationales résultant d'actes de terrorisme,

Convaincue que, étant l'organe universel compétent pour le faire, elle doit examiner les mesures visant à éliminer le terrorisme international,

Profondément préoccupée par la perpétuation des attentats terroristes partout dans le monde,

Réaffirmant qu'elle condamne énergiquement les actes de terrorisme révoltants qui ont causé des pertes en vies humaines, des destructions et des dommages immenses, notamment ceux qui l'ont amenée à adopter sa résolution 56/1 du 12 septembre 2001, et ont amené le Conseil de sécurité à adopter ses résolutions 1368 (2001) du 12 septembre 2001, 1373 (2001) du 28 septembre 2001 et 1377 (2001) du 12 novembre 2001, ainsi que ceux qui ont été commis depuis,

Réaffirmant également qu'elle condamne énergiquement les attentats odieux commis de propos délibéré contre les bureaux des Nations Unies dans diverses régions du monde,

Affirmant que les États doivent veiller à ce que toute mesure prise pour lutter contre le terrorisme soit conforme à l'ensemble des obligations que leur impose le droit international et qu'ils doivent adopter de telles mesures en se conformant au droit international, en particulier le droit international des droits de l'homme, le droit international des réfugiés et le droit international humanitaire,

Soulignant qu'il faut encore renforcer la coopération entre les États et entre les organisations et institutions internationales, les organisations et accords régionaux et sous-régionaux et l'Organisation des Nations Unies afin de prévenir et de combattre jusqu'à sa disparition le terrorisme sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations, quel que soit le lieu où des actes de terrorisme sont commis et quels qu'en soient les auteurs, dans le respect des principes consacrés par la Charte, du droit international et des conventions internationales,

Notant le rôle que le Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1373 (2001) concernant la lutte antiterroriste joue dans le suivi des mesures prises en application de cette résolution, notamment les mesures financières, juridiques et techniques prises par les États et la ratification ou l'acceptation des conventions et des protocoles internationaux pertinents,

Considérant qu'il faut renforcer le rôle que jouent l'Organisation des Nations Unies et les institutions spécialisées compétentes dans la lutte contre le terrorisme international, et ayant à l'esprit les propositions du Secrétaire général visant à renforcer le rôle de l'Organisation dans ce domaine,

Considérant également qu'il est essentiel de renforcer la coopération internationale, régionale et sous-régionale visant à améliorer la capacité des États de prévenir et réprimer efficacement le terrorisme international sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations,

Demandant de nouveau aux États de réexaminer d'urgence le champ d'application des dispositions juridiques internationales en vigueur qui concernent la prévention, la répression et l'élimination du terrorisme sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations, pour s'assurer qu'il existe un cadre juridique général couvrant tous les aspects du problème,

Soulignant que la tolérance et le dialogue entre les civilisations, et le renforcement de la compréhension entre les religions et les cultures sont parmi les moyens les plus efficaces de promouvoir la coopération et le succès dans la lutte contre le terrorisme, et se félicitant des diverses initiatives prises dans ce sens,

Réaffirmant qu'aucun acte terroriste ne peut être justifié quelles que soient les circonstances,

Rappelant la résolution [1624 \(2005\)](#) du Conseil de sécurité en date du 14 septembre 2005, et ayant à l'esprit que les États doivent veiller à ce que les mesures de lutte contre le terrorisme soient conformes aux obligations que leur impose le droit international, en particulier le droit international des droits de l'homme, le droit international des réfugiés et le droit international humanitaire,

Prenant note des mesures et des initiatives prises récemment aux niveaux international, régional et sous-régional pour prévenir et réprimer le terrorisme international, notamment par l'Association de coopération économique Asie-Pacifique, l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est, l'Association européenne de libre-échange, l'Association sud-asiatique de coopération régionale, l'Autorité intergouvernementale pour le développement, la Communauté d'Afrique de l'Est, la Communauté de développement de l'Afrique australe, la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest, la Conférence pour l'interaction et les mesures de confiance en Asie, le Conseil de coopération des États arabes du Golfe, le Conseil de l'Europe, le Forum des îles du Pacifique, le Forum mondial de lutte contre le terrorisme, le Forum régional de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est, le Groupe des Huit, la Ligue des États arabes, le Marché commun de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe, le Mouvement des pays non alignés, l'Organisation de coopération et de développement économiques, l'Organisation de la coopération islamique, l'Organisation de l'aviation civile internationale, l'Organisation des États américains, l'Organisation de Shanghai pour la coopération, l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord, l'Organisation du Traité de sécurité collective, l'Organisation maritime internationale, l'Organisation mondiale des douanes, l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, le Partenariat euro-méditerranéen, le Processus de Bali pour la lutte contre le terrorisme, le Système d'intégration de l'Amérique centrale, l'Union africaine et l'Union européenne,

Prenant note également des efforts déployés aux niveaux régional et sous-régional pour prévenir, combattre et éliminer le terrorisme sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations, quel que soit le lieu où des actes de terrorisme sont commis et quels qu'en soient les auteurs, notamment en élaborant des conventions régionales et en y adhérant,

Rappelant qu'elle a décidé dans ses résolutions [54/110](#) du 9 décembre 1999, [55/158](#) du 12 décembre 2000, [56/88](#) du 12 décembre 2001, [57/27](#) du 19 novembre 2002, [58/81](#) du 9 décembre 2003, [59/46](#) du 2 décembre 2004, [60/43](#) du 8 décembre 2005, [61/40](#) du 4 décembre 2006, [62/71](#) du 6 décembre 2007, [63/129](#) du 11 décembre 2008, [64/118](#) du 16 décembre 2009, [65/34](#) du 6 décembre 2010, [66/105](#) du 9 décembre 2011 et [67/99](#) du 14 décembre 2012 que le Comité spécial créé par la résolution [51/210](#) du 17 décembre 1996 examinerait et garderait à l'étude la question de la convocation, sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies, d'une conférence de haut niveau chargée de définir une riposte commune organisée de la communauté internationale face au terrorisme sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations,

Rappelant également le Document final de la seizième Conférence des chefs d'État et de gouvernement du Mouvement des pays non alignés, adopté à Téhéran le

31 août 2012⁶, dans lequel le Mouvement a réaffirmé sa position collective à l'égard du terrorisme et réitéré une demande qu'il avait déjà formulée, à savoir que soit convoquée, sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies, une conférence au sommet lors de laquelle la communauté internationale mettrait au point une riposte commune organisée face au terrorisme sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations⁷, ainsi que d'autres initiatives utiles,

Ayant à l'esprit ses résolutions 57/219 du 18 décembre 2002, 58/187 du 22 décembre 2003, 59/191 du 20 décembre 2004, 60/158 du 16 décembre 2005, 61/171 du 19 décembre 2006, 62/159 du 18 décembre 2007, 63/185 du 18 décembre 2008, 64/168 du 18 décembre 2009, 65/221 du 21 décembre 2010 et 66/171 du 19 décembre 2011,

Ayant examiné le rapport du Secrétaire général⁸ et le rapport du Comité spécial sur les travaux de sa seizième session⁹,

1. *Condamne énergiquement* tous les actes terroristes et toutes les méthodes et pratiques du terrorisme sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations, qu'elle juge criminels et injustifiables quels qu'en soient le lieu et les auteurs ;

2. *Demande* à tous les États Membres, à l'Organisation des Nations Unies et aux autres institutions internationales, régionales et sous-régionales compétentes de mettre en œuvre sans retard la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies¹, ainsi que les résolutions relatives aux premier, deuxième et troisième examens biennaux de la Stratégie¹⁰, sous tous ses aspects aux niveaux international, régional, sous-régional et national, notamment en mobilisant ressources et compétences ;

3. *Rappelle* son rôle central dans le suivi de la mise en œuvre et de l'actualisation de la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies, attend avec intérêt le quatrième examen biennal, qui aura lieu en 2014, et rappelle à cet égard qu'elle a invité le Secrétaire général à contribuer à ses délibérations futures, et prie celui-ci de fournir, à cette occasion, des informations sur les activités menées au Secrétariat pour assurer la coordination et la cohérence d'ensemble des actions menées contre le terrorisme par le système des Nations Unies ;

4. *Réaffirme* que les actes criminels conçus ou calculés pour terroriser l'ensemble d'une population, un groupe de population ou certaines personnes à des fins politiques sont injustifiables en toutes circonstances et quelles que soient les considérations politiques, philosophiques, idéologiques, raciales, ethniques, religieuses ou autres invoquées pour les justifier ;

5. *Demande une fois de plus* à tous les États de prendre de nouvelles mesures conformes à la Charte des Nations Unies et aux dispositions pertinentes du droit international, notamment aux normes internationales des droits de l'homme, pour prévenir le terrorisme et renforcer la coopération internationale dans la lutte contre celui-ci et, à cette fin, d'envisager en particulier l'application des mesures énumérées aux alinéas a à f du paragraphe 3 de la résolution 51/210;

⁶ A/67/506-S/2012/752, annexe I, par. 225 et 226.

⁷ A/53/667-S/1998/1071, annexe I, par. 161.

⁸ A/68/180.

⁹ Documents officiels de l'Assemblée générale, soixante-huitième session, Supplément n° 37 (A/68/37).

¹⁰ Résolutions 62/272, 64/297 et 66/282.

6. *Demande de nouveau* à tous les États d'intensifier autant qu'il y a lieu, pour mieux assurer l'application effective des instruments juridiques pertinents, l'échange de renseignements sur les faits liés au terrorisme, tout en évitant de diffuser des informations inexactes ou non vérifiées ;

7. *Demande une fois encore* aux États de s'abstenir de financer, d'encourager ou de soutenir de quelque autre manière les activités terroristes, et de ne pas dispenser de formation à de telles activités ;

8. *S'inquiète* de voir augmenter le nombre d'enlèvements et de prises d'otages donnant lieu à des demandes de rançons ou de concessions politiques par les groupes terroristes, et considère qu'il faut s'attaquer à ce problème ;

9. *Demande instamment* aux États de faire en sorte que leurs ressortissants et les autres personnes ou entités se trouvant sur leur territoire qui fournissent ou recueillent délibérément des fonds dans l'intérêt de personnes ou d'entités qui commettent ou tentent de commettre des actes terroristes, ou facilitent la perpétration d'actes terroristes ou y participent, soient passibles de peines à la mesure de la gravité de ces actes ;

10. *Rappelle* aux États qu'ils sont tenus par les conventions et protocoles internationaux applicables et les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité, notamment la résolution 1373 (2001), de faire en sorte que les auteurs d'actes terroristes soient traduits en justice ;

11. *Réaffirme* que la coopération internationale et les mesures prises par les États pour lutter contre le terrorisme doivent respecter les principes consacrés par la Charte, le droit international et les conventions internationales pertinentes ;

12. *Rappelle* l'adoption de la Convention internationale pour la répression des actes de terrorisme nucléaire¹¹, de l'Amendement à la Convention sur la protection physique des matières nucléaires¹², du Protocole de 2005 à la Convention pour la répression d'actes illicites contre la sécurité de la navigation maritime¹³ et du Protocole de 2005 au Protocole pour la répression d'actes illicites contre la sécurité des plateformes fixes situées sur le plateau continental¹⁴, et prie instamment les États d'envisager à titre prioritaire de devenir parties à ces instruments ;

13. *Engage* tous les États qui ne l'ont pas encore fait à envisager, à titre prioritaire et conformément à la résolution 1373 (2001) du Conseil de sécurité et à la résolution 1566 (2004) du Conseil en date du 8 octobre 2004, de devenir parties aux conventions et aux protocoles visés au paragraphe 6 de la résolution 51/210, ainsi qu'à la Convention internationale pour la répression des attentats terroristes à l'explosif¹⁵, à la Convention internationale pour la répression du financement du terrorisme¹⁶, à la Convention internationale pour la répression des actes de terrorisme nucléaire et à l'Amendement à la Convention sur la protection physique

¹¹ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 2445, n° 44004.

¹² Adopté le 8 juillet 2005 par la Conférence chargée d'examiner et d'adopter des projets d'amendements à la Convention sur la protection physique des matières nucléaires (Agence internationale de l'énergie atomique, document GOV/INF/2005/10-GC(49)/INF/6, pièce jointe).

¹³ Adopté le 14 octobre 2005 par la Conférence diplomatique sur la révision des Traités SUA (Organisation maritime internationale, document LEG/CONF.15/21).

¹⁴ Adopté le 14 octobre 2005 par la Conférence diplomatique sur la révision des Traités SUA (Organisation maritime internationale, document LEG/CONF.15/22).

¹⁵ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 2149, n° 37517.

¹⁶ *Ibid.*, vol. 2178, n° 38349.

des matières nucléaires, et demande à tous les États de légiférer s'il y a lieu pour donner effet aux dispositions de ces instruments, de veiller à ce que leurs tribunaux aient compétence à l'égard des auteurs d'actes terroristes et de coopérer à cette fin avec les autres États et les institutions internationales, régionales et sous-régionales compétentes en leur apportant aide et soutien ;

14. *Engage* les États à coopérer avec le Secrétaire général, entre eux et avec les organisations intergouvernementales intéressées pour faire en sorte, dans la mesure où cela relève de leurs attributions, que les États qui ont besoin d'une aide pour devenir parties aux instruments visés au paragraphe 13 ci-dessus et les appliquer, et qui en font la demande, reçoivent des conseils techniques et des avis spécialisés ;

15. *Constate avec satisfaction et gratitude* que, comme elle l'avait demandé aux paragraphes 12 et 13 de sa résolution 67/99, plusieurs États sont devenus parties aux conventions et aux protocoles mentionnés dans cette résolution, réalisant ainsi l'objectif d'une adoption et d'une application plus larges de ces instruments ;

16. *Réaffirme* la Déclaration sur les mesures visant à éliminer le terrorisme international, figurant en annexe à sa résolution 49/60, et la Déclaration complétant la Déclaration de 1994 sur les mesures visant à éliminer le terrorisme international, figurant en annexe à sa résolution 51/210, et demande à tous les États de les appliquer ;

17. *Demande* à tous les États de coopérer pour prévenir et réprimer les actes terroristes ;

18. *Prie instamment* tous les États et le Secrétaire général de s'appuyer au maximum sur les institutions existantes des Nations Unies dans leurs efforts de prévention du terrorisme international ;

19. *Constate* que le Centre des Nations Unies pour la lutte contre le terrorisme s'acquitte de ses fonctions au sein de l'Équipe spéciale de lutte contre le terrorisme à New York et aide à la mise en œuvre de la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies, et invite tous les États Membres à collaborer avec le Centre et à contribuer à l'exécution de ses activités par l'entremise de l'Équipe spéciale ;

20. *Demande* au Service de la prévention du terrorisme de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime de Vienne de s'employer encore à renforcer, par l'exercice de ses attributions, les capacités du système des Nations Unies en matière de prévention du terrorisme et apprécie, dans le contexte de la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies et de la résolution 1373 (2001) du Conseil de sécurité, le rôle qu'il joue pour aider les États à devenir parties aux conventions et protocoles internationaux relatifs au terrorisme et à les appliquer, notamment les plus récents d'entre eux, et pour renforcer les mécanismes de coopération internationale en matière pénale ayant trait au terrorisme, notamment en développant les capacités nationales ;

21. *Note* que le Secrétariat poursuit ses efforts en vue de l'élaboration de la quatrième édition du recueil des instruments internationaux relatifs à la prévention et à la répression du terrorisme international, dans toutes les langues officielles ;

22. *Invite* les organisations intergouvernementales régionales à informer le Secrétaire général des mesures qu'elles ont prises au niveau régional pour éliminer le terrorisme international et des réunions intergouvernementales qu'elles tiennent ;

23. *Prend note* du rapport du Comité spécial créé par la résolution 51/210 de l'Assemblée générale en date du 17 décembre 1996, sur les travaux de sa seizième session⁹;

24. *Décide*, compte tenu de la recommandation du Comité spécial dans laquelle celui-ci a indiqué que davantage de temps était nécessaire pour accomplir des progrès tangibles sur les questions en suspens¹⁷, de recommander à la Sixième Commission, à la soixante-neuvième session, de créer un groupe de travail qui mènera à bien le processus d'élaboration du projet de convention générale sur le terrorisme international et l'examen de la question, portée à son ordre du jour par la résolution 54/110, de la convocation, sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies, d'une conférence de haut niveau ;

25. *Sait* que les États Membres s'emploient à résoudre toute question en suspens et les encourage à redoubler d'efforts pendant l'intersession ;

26. *Décide* d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa soixante-neuvième session la question intitulée « Mesures visant à éliminer le terrorisme international ».

*68^e séance plénière
16 décembre 2013*

¹⁷ *Documents officiels de l'Assemblée générale, soixante-huitième session, Supplément n° 37 (A/68/37), par. 12.*